

Communiqué de presse suite au point d'étape du plan Ecophyto

Maladies et ravageurs dans les cultures de Fruits et légumes :

Plus de 150 dossiers orphelins

Bruno Le Maire passe sous silence les résultats obtenus par la profession sur la question des pesticides

Paris, le 3 novembre 2011 – Attaques de parasites, ravageurs, maladies : *le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France* estime que 150 attaques contre les cultures ne trouvent pas de solutions. Un problème d'autant plus urgent que de nouveaux parasites font leur apparition en raison notamment des échanges liés à la mondialisation. Pourtant, les producteurs attendent toujours la validation par le gouvernement français de 150 dossiers orphelins qualifiés de *prioritaires*. Ces solutions attendues concernent aussi bien l'agriculture biologique que conventionnelle.

Le bilan réalisé par le *Collectif Sauvons les fruit et légumes de France* intervient à la suite du point d'étape du plan Ecophyto 2018 devant le Conseil national d'orientation et de suivi (Cnos) de la semaine dernière. A cette occasion, Bruno Le Maire a tenu des propos inquiétants, il souhaite réduire l'utilisation des produits phytosanitaires alors que de nombreuses productions sont sans solution pour lutter contre les maladies et les ravageurs. La position du Ministre ne correspond pas à la réalité du terrain. Par ailleurs, en se disant « pas satisfait » de l'évolution du volume global de produits phytosanitaires utilisés en France et ajoutant « on doit pouvoir faire mieux », le Ministre méconnait non seulement les démarches de progrès mis en place par la profession (formation, développement des méthodes alternatives complémentaires, outils d'aide à la décision...) mais également les résultats obtenus. De plus, certaines solutions complémentaires, sans impact pour l'utilisateur, l'environnement et le consommateur sont toujours en attente d'une validation par ses services, pour pouvoir être utilisées par les professionnels.

Enfin, si les volumes de pesticides ont déjà été réduits considérablement (en 65 ans, division par 25 des doses à l'hectare), si les produits utilisés sont de plus en plus

Collectif Sauvons les fruits et légumes

sûrs, la profession gère parfaitement leur utilisation : les producteurs savent en effet produire des fruits et des légumes bons, sains et respectueux de l'environnement. Le risque lié à l'utilisation de produits phytosanitaires est ainsi très bien maîtrisé. Les producteurs français de fruits et légumes peuvent trouver là une fierté même s'ils savent qu'ils peuvent toujours "faire mieux". Et ils sont pleinement engagés aujourd'hui dans toutes les démarches qui permettent de réduire les risques de la protection phytosanitaire. L'indicateur de baisse de volume des produits phytosanitaires doit donc absolument être complété par celui de la gestion du risque pour refléter parfaitement la réalité.

Quelques exemples parmi les 150 dossiers orphelins qualifiés de prioritaires :

- En arboriculture, plusieurs méthodes biologiques de confusion sexuelle permettant de contrôler les différents ravageurs des fruits attendent une signature d'autorisation.
- L'huile de Neem, pourtant inscrite à l'annexe 1 européenne n'est pas autorisée en France.
- Dans les serres de tomates, le soufre en sublimation, indispensable pour gérer l'oïdium, est prohibé.
- Dans les cultures de chou, radis, carotte, navet, les producteurs sont démunis face aux attaques de mouches.
- Sur mâche et artichaut, les agriculteurs n'ont plus de désherbants autorisés.
- Pour la culture d'oignons, le produit appelé mundial est en attente de validation par les autorités françaises pour gérer les mouches.
- Pour les haricots et flageolets, les producteurs attendent une solution appelée Pyristar pourtant utilisée en Allemagne pour gérer les mouches également.

Né en novembre 2007, le Collectif sauvons les fruits et légumes de France constitue un mouvement de citoyens. Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a pour but que de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également de chefs cuisiniers, etc. Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).